

UIMM

LA FABRIQUE
DE L'AVENIR

**Formalités administratives imposées aux entreprises:
une approche économique**

ESSENTIEL – Décembre 2018

FORMALITÉS ADMINISTRATIVES PESANT SUR LES ENTREPRISES

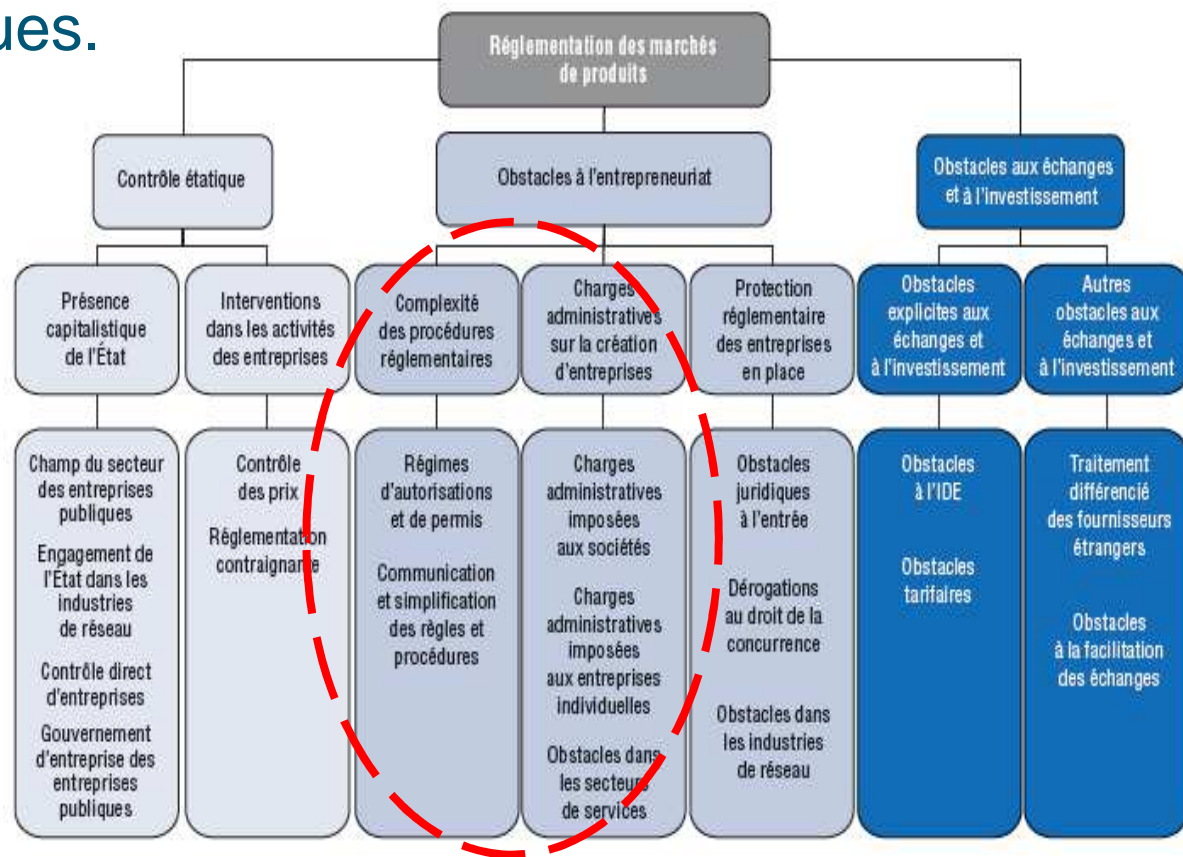
- Au sein des régulations économiques, des procédures administratives par lesquelles les pouvoirs publics collectent des informations auprès des entreprises pour intervenir dans décisions économiques.

- Actualité en constant renouvellement :

- pénibilité
- égalité salariale h-f
- prélèvement source
- RGPD

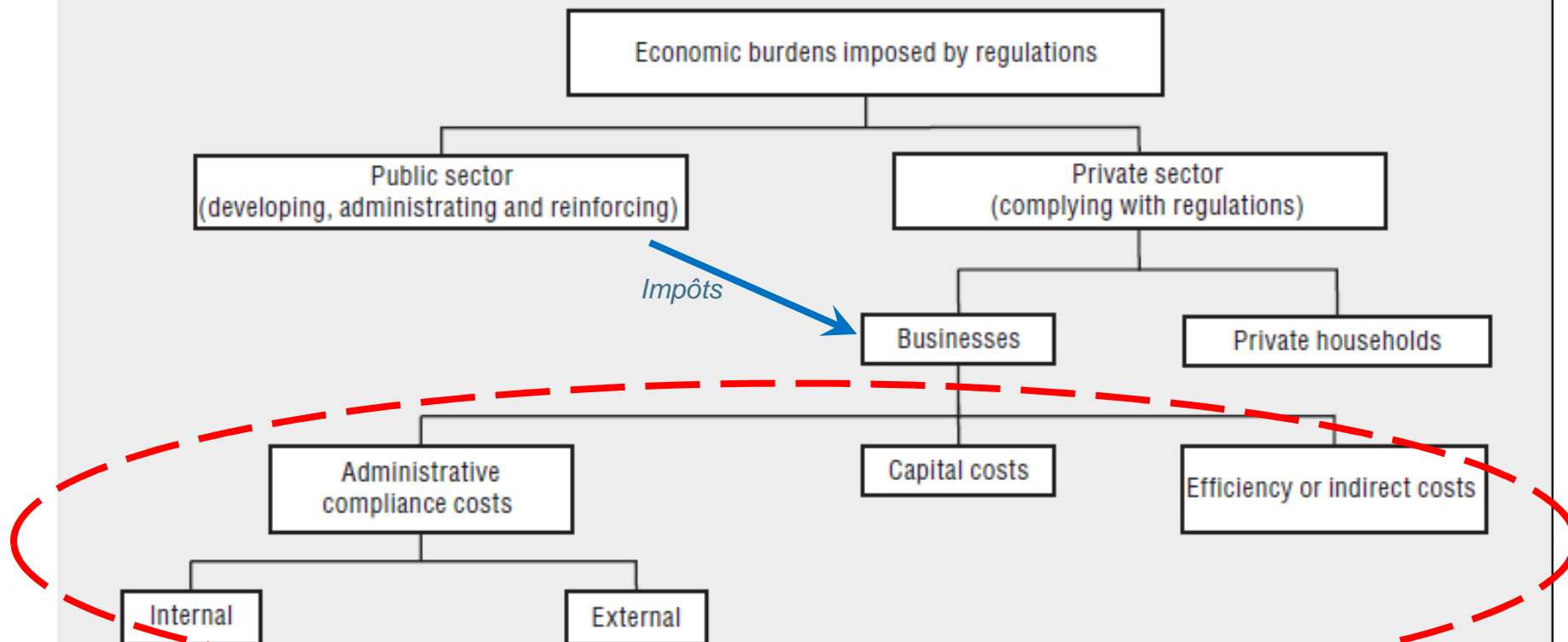
Et toujours:

- contrôles techniques
- REACH
- coût feuille de paye
- ...



EFFETS COMPTABLES À COURT TERME ET INEFFICACITÉS ÉCONOMIQUES À MOYEN TERME (1/3)

Box 1.1. Ways regulation can affect businesses and markets



Source: Adapted from Jacobs, Scott, et al. (1997), "Regulatory quality and public sector reform", in OECD (1997), *The OECD Report on Regulatory Reform: Thematic Studies*, Paris.

EFFETS COMPTABLES À COURT TERME ET INEFFICACITÉS ÉCONOMIQUES À MOYEN TERME (2/3)

- **Coûts directs de masse salariale dédiée** yc expertise externe si réglementation complexe / *compliance*.
- **Coûts d'investissements en SI**
- **Coût spécifique insécurité juridique** et réglementaire : 40.000 pages d'instructions fiscales + env. 20 % des articles du CGI modifiés chaque année.

« Dans quels domaines une démarche de simplification administrative serait la plus utile à votre entreprise ? »: fiscalité (76 % des entreprises) puis droit du travail (68 %).

- **Coût fiscal de complexité administrative** - presque toujours oublié dans les calculs : on paye des impôts pour payer agents publics traitant formalités.
- **Beaucoup de coûts fixes -> poids relativement plus élevé pour les PME.** Au début des années 2000, 8% de l'EBIT des TPE au Canada (vs 2% pour grandes entreprises); Pays-Bas: 6 fois plus de jour/homme pour PME.
- **Coût d'opportunité:** ressources employées pour procédures administratives ne le sont pas dans des activités productrices de VA.

EFFETS COMPTABLES À COURT TERME ET INEFFICACITÉS ÉCONOMIQUES À MOYEN TERME (3/3)

Pour les économistes, les formalités administratives bureaucratiques peuvent augmenter les ***coûts d'ajustement du stock de capital*** :

- Notion de coût d'ajustement du stock de capital
 - Quand on augmente la taille de l'exploitation (ex. : nouvelle usine avec nouvelles machines), il existe des phénomènes qui ralentissent le passage au stock de capital visé (délais de construction, permis, démarches administratives / formation des salariés...).
 - Des coûts associés au seul fait de faire des affaires, qui réduisent la réactivité aux chocs (favorables ou défavorables).
- Exemples:
 - Amici *et al.* (2016): simplification de procédures bureaucratiques en Italie pour la création d'entreprises augmente non seulement le rythme de création (effet statique) mais aussi le *taux de survie* (effet dynamique) des nouvelles entreprises. Cf. Djankov *et al.* (2002).
 - Alesina *et al.* (2005): la dérégulation des marchés de biens et services stimule *l'investissement*, notamment en facilitant l'entrée sur le marché de nouveaux acteurs.

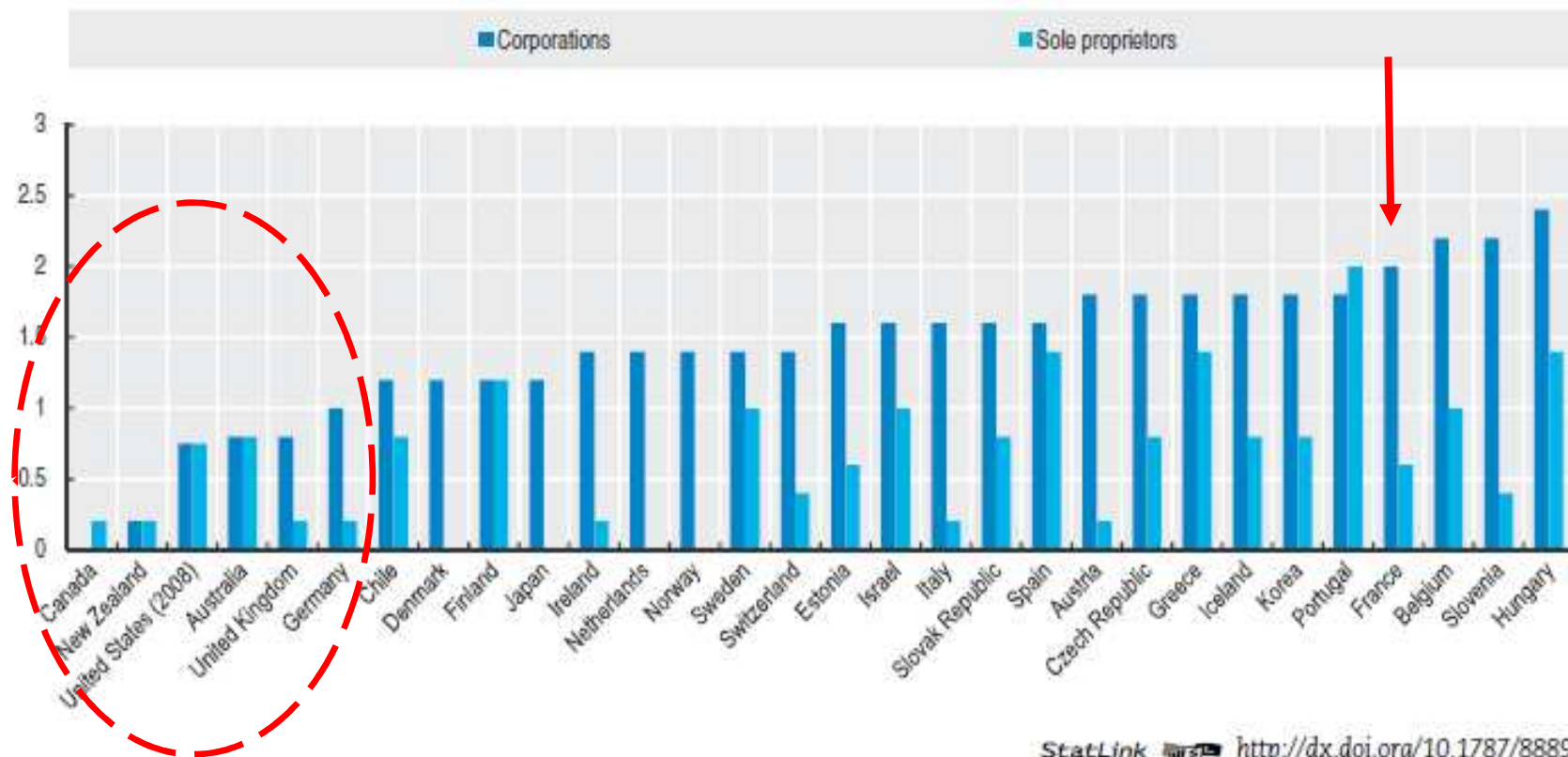
CAVEAT : TOUTE FORMALITÉ ADMINISTRATIVE N'EST PAS AUTOMATIQUEMENT SOUS-OPTIMALE

Les formalités administratives pesant sur les entreprises ne sont pas nécessairement toujours perverses :

- Définition classique a longtemps été négative (« red tape », Bozeman (2000)): *“règles, régulations et procédures pérennes dont le respect génère un poids pour les entreprises sans pour autant contribuer à l’objectif qu’elles sont supposées rechercher”*.
- Mais ...
 - Débat pour savoir comment distinguer formalités administratives « utiles » et formalités administratives « inutiles » (Bozeman and Feeney, 2011).
 - De fait, les informations administratives peuvent être utiles/importantes pour générer des réglementations qui mobilisent sur une expertise externe aux entreprises et favorisent la productivité des salariés – not. sécurité au travail, normes sanitaires – et/ou établir un cadre concurrentiel loyal.

LES INDICATEURS QUALITATIFS DE L'OCDE DANS LES ANNÉES 2000

Figure 6.2. Administrative burdens on starting-up for corporations and sole proprietor firms
Scale from 0 to 6 from least to most restrictive

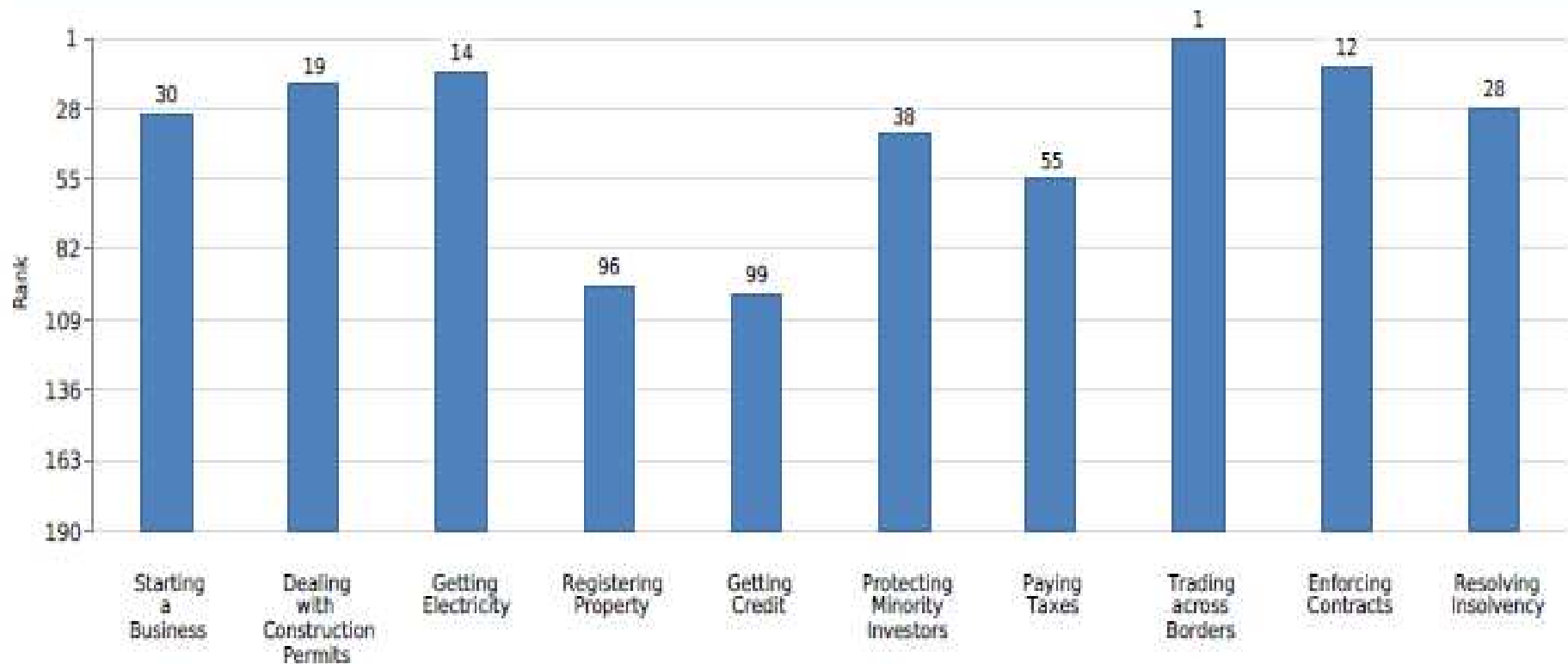


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933064658>

LES INDICATEURS QUANTITATIFS DE LA BANQUE MONDIALE DANS LES ANNÉES 2010 : *DOING BUSINESS*

Enquête annuelle mondiale sur 190 pays. Classement de la France sur 11 critères dans *Doing Business – France 2019* :

Rankings on Doing Business topics - France



FOCUS SUR LES PROCÉDURES IMMOBILIÈRES DES ENTREPRISES EN FRANCE DANS *DOING BUSINESS 2018*

Registering Property - France

Indicator	France	OECD high income	Best Regulatory Performance
Procedures (number)	8	4.7	1 (4 Economies)
Time (days)	42	20.1	1 (New Zealand)
Cost (% of property value)	7.3	4.2	0.0 (Saudi Arabia)
Quality of the land administration index (0-30)	24.0	23.0	None in 2017/18

EVALUATIONS DU COÛT COMPTABLE GLOBAL DES FORMALITÉS INEFFICACES PESANT SUR LES ENTREPRISES (1/2)

- Méthode du “*standard cost model*”: calcul du temps consacré à une formalité administrative, multiplié par le salaire moyen.
- Avec ce calcul, on aboutit généralement à un coût comptable moyen global en Europe de l'ordre de 3 à 4 points de PIB :
 - Pays-Bas (2004) : formalités administratives sur les entreprises = 3,6% PIB (16,4Md€), avec à l'époque objectif d'en supprimer 25% dans les 4 ans.
 - Danemark : 4,5Md€ (-> 2,4% du PIB).
 - Royaume-Uni (2005): entre 20 et 40Md£ (entre 2% et 4% du PIB) avec objectif d'en supprimer 16£ (>1% PIB).
 - OCDE (2000) : environ 3% à 4% PIB en Europe
- Approche comptable intéressante mais qui sous-estime...
 - Les effets économiques dynamiques sur l'investissement
 - L'effet fiscal (financement des administrations par l'impôt)

EVALUATIONS DU COÛT COMPTABLE GLOBAL DES PROCÉDURES INEFFICACES PESANT SUR LES ENTREPRISES (2/2)

Table 1. Potential time and monetary savings if more efficient regulations had been applied, 2012

Transaction	Best practice (days)	Aggregate time (millions of days)	Time if best practice followed (millions of days)	Time saved if best practice followed (millions of days)	Forfeited gains in 2012 (US\$ billions)
Starting a business	0.5	46.9	1.5	45.3	2.6
Transferring property ^a	1.0	77.7	3.1	74.6	6.5
Paying taxes	11.0	1,116.4	344.3	772.1	51.1
Exporting a 20-foot container ^b	4.0	6.9	2.9	4.0	2.5
Importing a 20-foot container ^c	6.0	282.1	78.8	203.3	12.5
Going to court to resolve a commercial dispute ^d	150.0	1,569.4	1,101.0	468.4	106.2

a. Estimates assume that 10% of companies transferred property once in 2012.

b. Estimates assume that 15.4% of companies exported directly or indirectly (at least 1% of sales) in 2012.

c. Estimates assume that 63.1% of companies used material inputs or supplies of foreign origin in 2012.

d. Estimates assume that 10% of companies went to court to resolve a commercial dispute in 2012.

Source: Based on data from the *Doing Business* database and Entrepreneurship Database. Calculations based on 90 economies.

Lecture: 772 millions de jours en entreprise dans le monde suspects d'avoir été inutilement engloutis (par rapport aux mieux-disant) pour payer impôts - 75 millions pour procédures immobilières.

NB: c'est un majorant car la "best practice" prise comme référence n'est pas tjs très pertinente.

A titre de comparaison, construction du Canal de Panama = environ 100 millions de jours de travail.

<http://www.pancanal.com/eng/history/history/>

UN SUJET ASSEZ BIEN IDENTIFIÉ PAR LES AUTORITÉS, DES ANTIDOTES CONNUS ET PARFOIS APPLIQUÉS

- **De manière générale :**

- Guichet unique (physique ou électronique), délai maximum de traitement administrative
- Partage de données entre administration (ex-DUE, DSN...),
- E-administration...

- **En France :**

- « Audits Copé » du milieu des années 2000
- RGPP en 2007-2008 : mine de données analytiques et d'idées de réduction sensible de coûts
- Structures dédiées: *Direction générale de la modernisation de l'Etat*, puis *Secrétariat général pour la modernisation de l'action publique*, puis *Direction interministérielle de la transformation publique...*
- Projet de loi Pacte (frais de Commissaires aux Comptes, notamment)

Il serait utile d'impliquer davantage les industriels (et pas les SSII...) dans l'examen des conséquences SI de certaines réformes (*ex. : proposition de loi « Brottes » en 2012 de tarification progressive de l'énergie*).

CONCLUSION SUR LES FORMALITÉS ADMINISTRATIVES PESANT SUR LES ENTREPRISES

1. Un coût macroéconomique important

a) Des effets comptables (=statiques) élevés (env. 3 à 4 points de PIB)

... auxquels s'ajoutent:

a) ... des coûts économiques (=dynamiques) importants (investissements, gains de productivité)

b) ... et le coût fiscal pour financer les fonctionnaires chargés des procédures (-> *besoin de davantage de compta analytique dans les administrations*)

2. Des solutions pour faire mieux

a) Comparaisons internationales et missions ciblées d'inspections générales fournissent de nombreuses idées de réductions. Besoin de volonté politique.

b) Sujet sur lequel les chefs d'entreprises pourraient être davantage consultés

c) Limite: un sujet inévitable dans une société complexe, donc à toujours surveiller (syndrome du phénix, donc de Sisyphe...)

UIMM – 56 avenue de Wagram
75854 Paris cedex 17

Contact : Frédéric Gonand (UIMM) - fgonand@uimm.com

www.uimm.fr

  @uimm